

### LES PERMIS DE PROSPECTION PÉTROLIÈRE SOUS-MARINE

#### Question n° 96—M. Thomson:

1. Quels permis de prospection pétrolière sous-marine le gouvernement fédéral a-t-il délivrés pour a) la côte est du Canada, b) la côte ouest du Canada, c) la région de la baie et du détroit d'Hudson et d) la côte de l'Arctique?

2. En ce qui concerne ces permis, quels sont: a) les noms et adresses des personnes ou des sociétés qui en détiennent, b) les noms des membres des consortiums détenteurs de permis et le pourcentage d'intérêts que possède chacun des membres du consortium, c) la superficie totale sur laquelle portent le ou les permis détenus par chacune de ces personnes, sociétés et consortiums respectivement, et d) le pourcentage possédé ou contrôlé par des non-résidents du Canada dans le cas de chacune de ces sociétés ou de chacun de ces consortiums?

(Le document est déposé.)

### L'ENQUÊTE DE LA «TÉLÉCOMMISSION»

#### Question n° 246—M. Gilbert:

1. Quels sont les membres de la «Télécommission» chargée de faire enquête sur tous les aspects de l'industrie des télécommunications?

2. Quand s'attend-on à ce que cette enquête soit terminée?

3. Le rapport de cette commission sera-t-il rendu public?

4. Quelles sont les études particulières à entreprendre dans le cadre de cette enquête?

5. Quelles sont les études qui seront menées au sein du service public et quels sont les fonctionnaires qui participent à chacune de ces études internes?

6. Quelles seront les études qui seront menées par des conseillers techniques extérieurs?

7. Ces conseillers techniques ont-ils été choisis et, dans l'affirmative, a) combien coûtera chaque étude et b) a-t-on procédé par voie d'adjudication pour chacune des études confiées à l'extérieur?

8. Si l'on n'a pas procédé par voie d'adjudication, pourquoi?

9. Chacune de ces études particulières, qu'elle soit exécutée à l'intérieur ou confiée à l'extérieur, sera-t-elle rendue publique et, dans la négative, pourquoi pas?

(Le document est déposé.)

### LES COURS JOURNALIERS ANNONCÉS PAR LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

#### Question n° 252—M. Burton:

Quels ont été les cours journaliers annoncés quotidiennement par la Commission canadienne du blé depuis le 1<sup>er</sup> juin 1969?

(Le document est déposé.)

### L'ACCÈS AUX RÉSEAUX DE TÉLÉVISION

#### Question n° 315—L'hon. M. Dinsdale:

1. Quelles sont les villes du Canada qui sont desservies par les deux réseaux canadiens de télévision, Radio-Canada et CTV et quelle est la population de chacune de ces villes?

[M. Thomson.]

2. Quelles sont les villes du Canada comptant 20,000 habitants ou plus qui ne sont pas desservies par les deux réseaux canadiens?

3. Quels sont les projets en cours visant à ce que toutes les régions à forte population du Canada soient desservies par les deux réseaux et quand prévoit-on que cet objectif sera atteint?

(Le document est déposé.)

### LES SUBVENTIONS AUX HÔPITAUX DE FORT WILLIAM ET DE PORT ARTHUR

#### Question n° 376—M. Badanai:

Pour chacune des années depuis 1957, à combien se sont élevées les subventions du gouvernement fédéral a) à McKellar General Hospital, Fort William (Ont.), b) à St. Joseph's General Hospital, Port Arthur (Ont.), c) à Port Arthur General Hospital, Port Arthur (Ont.)?

(Le document est déposé.)

• (2.30 p.m.)

### MOTION D'AJOURNEMENT EN VERTU DE L'ARTICLE 26 DU RÈGLEMENT

#### LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

### LE CONFLIT NIGÉRIO-BIAFRAIS—LES MESURES QUE LE CANADA VA PRENDRE À LA SUITE DU CÉSEZ-LE-FEU

**M. Andrew Brewin (Greenwood):** Monsieur l'Orateur, je demande, appuyé par le député d'Yorkton-Melville (M. Nystrom), à proposer l'ajournement de la Chambre, aux termes de l'article 26 du Règlement, en vue de la discussion d'une affaire déterminée et importante, qui exige qu'on s'y arrête sans délai, c'est-à-dire la destruction de l'aéroport d'Uli et la possibilité d'effondrement de la résistance biafraise, compte tenu de ce que le Canada peut jouer un rôle efficace en organisant une équipe d'observateurs au Biafra et en y participant afin de veiller à ce que les garanties données par les autorités fédérales qu'aucunes représailles n'auront lieu à l'encontre des Biafrais soient pleinement observées et afin qu'une aide internationale massive soit organisée d'urgence en utilisant autant que possible le personnel de distribution actuel en vue de réduire une famine générale imminente.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie. Le député de Greenwood a donné à la présidence le préavis requis pour la motion proposée. J'y ai réfléchi très sérieusement et j'ai écouté les interventions qui ont suivi aujourd'hui une déclaration à l'appel des motions de l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

A la réflexion et compte tenu de tous les facteurs en cause, je serais d'avis qu'il s'agit